

Burundi : le maintien des élections est un fait grave, selon l'UE

@rib News, 29/06/2015 – Source AFP L'Union européenne (UE) a condamné le maintien ce lundi par le président burundais Pierre Nkurunziza des élections législatives et communales, qu'elle a qualifié de fait grave qui ne pourra qu'exacerber la crise profonde que traverse le Burundi. L'organisation des élections législatives ce 29 juin, sans mettre en place les conditions minimales pour assurer leur crédibilité, transparence et inclusivité, ne pourra qu'exacerber la crise profonde que traverse le Burundi, a estimé dans un communiqué un porte-parole du service diplomatique de l'UE. L'opposition burundaise a appelé au boycott de ces scrutins après deux mois de contestation populaire contre M. Nkurunziza, qui souhaite se représenter pour un troisième mandat en juillet. L'Union européenne, qui affirmait depuis la semaine dernière que les conditions propices à l'organisation de ces élections n'étaient pas réunies, a ajouté qu'elle retirait les quelques membres de son équipe d'observation électorale encore sur place. L'Union africaine, impliquée dans une tentative de médiation entre le gouvernement et l'opposition, a refusé dimanche soir d'observer les scrutins de lundi. La décision du gouvernement du Burundi d'ignorer la dernière proposition de la facilitation internationale menée par l'Union africaine, la Communauté d'Afrique de l'Est, la Conférence internationale sur la région des Grands Lacs et les Nations Unies de reporter les élections constitue un fait grave, a affirmé le porte-parole de l'UE. Les Burundais ont commencé à élire lundi leurs députés et conseillers communaux dans un climat de très vives tensions. Des violences essentiellement des jets de grenade - ont parfois retardé le début des opérations de vote à Bujumbura. Bruxelles a menacé de sanctions les responsables d'actes de violences et de répression ou ceux qui y entraveraient la recherche d'une solution politique, la semaine dernière. L'UE a aussi agité la menace d'une suspension de la coopération, et donc de l'aide européenne, prévue dans les accords de Cotonou. La situation pose des risques croissants pour les droits et la sécurité de tous les Burundais. Il n'y a pas d'alternative: tous les Burundais doivent continuer à rechercher une solution consensuelle à travers le dialogue et en rejetant la violence. L'UE exhorte le gouvernement du Burundi à entrer dans cette logique, insiste le porte-parole.